

DEPARTEMENT
V A U C L U S E
COMMUNE
L'ISLE SUR LA SORGUE Hôtel de Ville Rue Carnot BP 50038

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARR DAJ 2026-174

Mis en ligne le 30 mars 2026

PG/CD/RC

Direction des affaires juridiques

Directrice : Clélie Devienne

Gestionnaire du dossier : Richarde Chalier

Courriel : juridique@islesurlasorgue.fr

ARRETE DU MAIRE

OBJET : DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR ERIC FOURCADIER.

Le Maire de la Commune de L'Isle-sur-la-Sorgue,

- VU Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-19, L. 2122-22 et L. 2122-23,
- VU La délibération du conseil municipal n°2026-023 du 27 mars .2026 portant élection de Monsieur le Maire,
- VU La délibération du conseil municipal n°2026-027 du 27 mars 2026 portant délégations du conseil municipal au Maire,

CONSIDERANT que pour assurer une meilleure administration de la Commune et permettre ainsi le bon fonctionnement et la continuité du service public, il convient de prévoir une délégation de signature permanente à la Commission d'attribution des logements à Monsieur Éric FOURCADIER, agent municipal affecté à la Direction petite ville de demain, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maguy GRANATA.

ARRETE

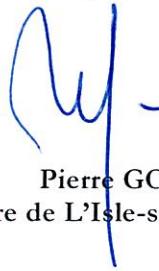
ARTICLE 1 : Monsieur Éric FOURCADIER reçoit délégation de signature, en cas d'empêchement ou d'absence de Madame Maguy GRANATA, sous ma surveillance et ma responsabilité, dans le cadre de la Commission d'attribution des logements pour m'y représenter.

Il est rappelé que le Maire de la commune où sont implantés les logements attribués, ou son représentant, dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité des voix au sein de la Commission d'attribution des logements

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera adressé à la Préfecture pour contrôle de la légalité. Il fera l'objet d'une publicité sur le site internet de la Commune et sera notifié à l'intéressé.

Fait à L'Isle sur la Sorgue, le 30 mars 2026




Pierre GONZALVEZ
Maire de L'Isle-sur-la-Sorgue

Notifié à l'intéressé le
M. Éric FOURCADIER

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

→ d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire,

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant l'accusé de réception de demande de recours gracieux.

→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes,

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.